

The image shows the facade of the Imam Khomeini Mosque in Tehran, Iran. The building is characterized by its vibrant, multi-colored tilework in shades of blue, green, and gold. It features a series of pointed arches and a tall, ornate minaret on the right side. A string of black flags is draped across the upper part of the scene. In the foreground, several people are walking, and a tree is visible on the right.

Le grand jeu de l'Asie Centrale

Partie 1

L'Iran et le Pakistan

Figure 1

Imam Khomeini Mosque

<https://pixabay.com/fr/photos/l-iran-mosque%C3%a9-%C3%a9n-%C3%a9ran-moyen-orient-716331/>

IRAN

Un avenir incertain

ECRIT PAR
CLÉMENCE F.

Un régime iranien aujourd'hui remis en cause

Dans un contexte de recomposition géopolitique du Moyen Orient, il est indispensable de porter une attention particulière à l'Iran, acteur incontournable de la zone.

La République Islamique d'Iran, à majorité chiite, est un pays recouvrant une multiplicité d'ethnies telles que les communautés Perses, Azéries, Kurdes, Baloutches, Arméniennes, ou encore Arabes. Sous l'autorité du guide suprême Ali Khamenei, le président chiite ultraconservateur actuel, Ebrahim Raissi, dirige le pays depuis 2021.

Le fonctionnement du gouvernement iranien s'articule autour du respect de la loi coranique (la charia) qui se caractérise notamment par l'islamisation de l'espace public, du pouvoir politique, du droit et de l'enseignement.

Etabli en 1979 par l'arrivée des Mollahs au pouvoir, ce régime théocratique divise aujourd'hui le pays. Il semble en effet émerger **un souhait de la part de la population iranienne de modernisation du fonctionnement interne du pays** tout en gardant cette culture religieuse qui lui est propre. En sommes, évoluer dans une société où la religion est un facteur important mais qui reste néanmoins subordonnée à des règles de droit qui tendent à se diversifier.



Le contournement des sanctions occidentales par Téhéran

Sous lourdes sanctions occidentales depuis plus de 25 ans afin de lutter contre la prolifération nucléaire, l'Iran voit son économie profondément paralysée. Depuis les années 2010, la croissance iranienne s'effondre avec une inflation de plus de 40% en 2022.

C'est bien l'embargo américain sur le pétrole iranien qui immobilise économiquement le pays. Avec la sortie des Etats Unis en 2018 de l'accord sur le nucléaire, Téhéran subie une forte récession, les sanctions occidentales n'en étant que plus fortes. **Cette brèche semble être exploitée par la Russie**, également sous lourdes sanctions américaines, dans le but de faire front commun à la vision occidentale du monde.

De plus en plus explicite, **une collaboration semble ainsi voir le jour entre Téhéran et Moscou** notamment suite à la signature en mai 2022 d'un accord élargissant la coopération énergétique entre les deux pays. Au-delà de l'aspect énergétique, la Russie et l'Iran souhaitent se mettre d'accord sur une nouvelle route commerciale directe et de transferts de technologies militaires afin de contourner les sanctions.

Figure 1

Carte du territoire iranien

<https://vemap.com/uploads/img/large/ir-04.jpg>



Une révolte populaire lourde de sens

Depuis septembre 2022, l'Iran connaît un soulèvement populaire déclenché par la mort de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour "un foulard mal arrangé", à Téhéran.

Depuis le 13 septembre, l'Iran vit une révolution violemment réprimée par le gouvernement. Depuis le début de la révolte, plus de 300 iraniens ont trouvé la mort, 14 000 personnes ont été mises en détention, pour la plupart de manière arbitraire, dont certaines ont récemment été exécutées.

Par cette insurrection, la population iranienne dénonce un régime autoritaire qui ne répond plus aux attentes de ses citoyens, notamment de sa jeunesse. Le gouvernement s'avère mettre sa nation "sous cloche" alors que cette dernière semble être de plus en plus avide de souplesse et de liberté.

Profondément déstabilisée, l'ancienne Perse pourrait ainsi voir un renversement radical du pouvoir islamique instauré sur son territoire depuis plus de 40 ans.

Étant une région aux enjeux sécuritaires majeurs, les réactions internationales et les tentatives d'ingérences extérieures sembleraient très probables. **Quelle carte les pays ayant un intérêt stratégique seraient ils prêts à jouer afin de tourner l'instabilité du pays à leur avantage ?** Comme le dit l'adage, "l'histoire se répète toujours deux fois".

Désormais en difficulté sur son propre territoire, Téhéran choisit la stratégie de retirer ses soldats des pays voisins comme la Syrie, l'Irak ou le Liban et de ramener ce dispositif sécuritaire sur son territoire afin de contenir la révolution. Mohammad Kazemi, le maître-espion des gardiens de la révolution, entend répondre aux ambitions du guide suprême en matière de réforme sécuritaire du régime.

Figure 2

Une manifestation de soutien à la révolution iranienne, octobre 2022
<https://elephant-larevue.fr/news/iran-deforestation-coup-d-etat-en-allemande-les-5-actus-de-la-semaine-a-garder-en-memoire/>

Figure 3

Iran's 2012 Sacred Defense Week Parade in Tehran.
<https://www.farsnews.ir/photo/13910631000380-2-iranz-2012-sacred-defense-week-parade-in-tehran>

Les Gardiens de la Révolution, un pilier du régime totalitaire

Créés en 1979 par l'Ayatollah Khomeini qui craignait un coup d'état de l'armée régulière, les Gardiens de la Révolution (Pasdarans en persan) composent l'organisation paramilitaire de la république islamique d'Iran. Dépendants du guide suprême, les *Pasdarans* sont au service du régime et de son idéologie. Sollicités sur de nombreux terrains d'opérations, les Gardiens de la Révolution sont envoyés par le gouvernement pour défendre les intérêts du pays. Ils ont notamment soutenu le Hezbollah iranien, participé à la guerre Iran Irak, à la lutte contre le gouvernement de Bachard Al Hassad et ont contribué à la lutte contre Daesh.

S'ajoutant à une popularité grandissante liée à leurs exploits militaires, **les Gardiens de la Révolution réussissent à s'introduire dans l'économie iranienne.** Avec un contrôle entre 20 et 40% de l'économie du pays, ces derniers sont présents dans des secteurs stratégiques tels que le secteur pétrolier, le secteur de l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire.

Ces derniers s'enrichissent de l'isolation du pays. Le départ du géant pétrolier Total Energie en 2018, qui fait suite au rétablissement des sanctions américaines sur le territoire, a effectivement profité aux combattants qui récupèrent ainsi un contrat estimé à plusieurs milliards de dollars.



Représentatifs d'une presque oligopole, ces gardiens de la révolution ont fini par occuper une place importante dans les institutions privées et ont réussi à avoir accès à de nombreux postes au sein du gouvernement. Leur capacité d'influence ayant bien été identifiée par l'Occident, les combattants se sont vu inscrits sur liste noire par les Américains en 2019 pour soutien aux groupes armés terroristes, et le parlement européen a récemment réclaté la même inscription.

Avec des convictions fortes et des méthodes pragmatiques, **ces combattants souhaitent se montrer aujourd'hui comme une alternative au pouvoir affaibli.** Le guide suprême iranien a aujourd'hui 88 ans. Sa succession n'étant pas établie, une potentielle prise de contrôle du pays par les Gardiens de la Révolution est un scénario qui n'est pas à exclure. Les interrogations persistent néanmoins quant à leur volonté politique sous-jacente.

PAKISTAN

A l'heure du réarmement

ECRIT PAR
ENZO HAMMIDOUCHE

Le Pakistan, un pays en quête de stabilité

Le Pakistan – "pays des purs" en ourdou- est un pays situé à la croisée de l'Iran, de l'Afghanistan et de l'Inde. République islamique, le système politique du Pakistan est parlementaire, avec un Président (à titre honorifique) et un Premier Ministre – Shehbaz Sharif, leader du pays. **Le pays est composé de multiples ethnies**, avec une majorité relative (45%) de Pendjabis, suivi des Pachtounes (42%), des Sindis (15%) ...

La stratégie particulière d'Islamabad contre la menace terroriste

A la suite de son indépendance envers les Anglais en août 1947, accompagnée de sa séparation avec l'Inde, le pays a toujours évolué dans une importante instabilité politique, régulièrement attisée par l'Inde, l'Iran mais également l'importante présence de talibans et de terroristes islamiques.

Ainsi, la situation de tension permanente où le Pakistan évolue amène le pays à devenir un marché des armes particulièrement lucratif, dans lequel de nombreux acteurs évoluent.

Allié de longue date des Talibans afghans, Islamabad s'était félicité de leur retour au pouvoir lors de leur prise de Kaboul à l'été 2021. Or **les relations entre le pouvoir central du Pakistan avec les talibans afghans sont différentes de leurs homologues pakistanais**.



Présents au Nord-Ouest du pays, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa - une des 4 provinces du pays- le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) et **l'Etat Islamique mènent de nombreux attentats terroristes dans l'ensemble du Pakistan**. En dépit de plusieurs tentatives pour rétablir la paix, le pouvoir central et le TTP n'ont jamais réussi à faire perdurer celle-ci. Cette insurrection islamiste prend sa source de la décision du Gouvernement Pakistanais, sous pression américaine, de combattre les talibans et Al-Qaida à la suite des attentats du 11 Septembre 2001.



Cependant, la politique du Pakistan a consisté en une stratégie sélective envers les talibans, qui consiste à ne cibler que ceux pakistanais, les amenant à être accusés de soutenir secrètement les talibans afghans. Cette volonté de préserver les talibans afghans s'explique par une volonté du politique pakistanais de garder de bonnes relations avec les talibans afghans.

Figure 1
Carte du territoire Pakistanais
<https://vemap.com/pakistan/pk-03>

Figure 2
Anciens talibans rendant leurs armes
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Former_Taliban_fighters_return_arms.jpg

Au regard de la prise au pouvoir des Talibans de 2021, il semble que cette **politique fut une stratégie clairvoyante et payante**. Cette politique de sélection au profit des talibans afghans avait deux objectifs. Le premier est de garder contact pour continuer à mettre pression sur eux afin de les faire s'éloigner d'Al-Qaida, les **Américains appuyant toujours les Pakistanais** pour participer à la lutte contre le terrorisme islamique. Le deuxième but est de faire d'eux des alliés s'ils finissaient par récupérer le pouvoir, afin de **ne pas se retrouver pris en étau avec l'Inde**, le rival historique du Pakistan.

75 ans de relations conflictuelles avec son voisin indien

Situé sur le flanc est de son territoire, l'Inde a depuis très longtemps représenté le rival historique du Pakistan. Durant la **Partition des Indes** ayant débuté en Aout 1947, le territoire colonial du **Raj Britannique a été divisé en deux Etats indépendants** : L'Inde et le Pakistan. Très rapidement, on assiste à un **déplacement de population**, les Indiens de confession musulmane sont poussés vers le Pakistan, et les hindous et les sikhs le sont vers le nouveau territoire Indien.



En parallèle, une **guerre éclate à l'automne 1947 entre les deux pays à propos de la région du Cachemire**, une région principalement musulmane, donc proche du Pakistan, et pourtant sur le territoire Indien. 75 ans plus tard, la région est encore sous tension. La région fera l'objet de nombreux **conflit armés, d'interventions militaires, d'attentats** et sera le terrain de jeux des différents services de renseignement pakistanais et indiens.

Encore aujourd'hui, les relations entre les deux pays concernant cette région sont toujours extrêmement tendues, l'Inde ayant décidé de révoquer l'autonomie semi-constitutionnelle de la zone en 2019. Durant le mois de Janvier 2023, le Premier Ministre pakistanais Shebaz Sharif a proposé des discussions "sérieuses et sincères" avec l'Inde afin de chercher une nouvelle fois une réponse visant à apaiser les tensions régionales.

Un terrain propice au commerce d'armes

La région du Moyen Orient, dans sa partie d'Asie du Sud, est aujourd'hui une des zones de tensions majeures, et les pays de la région se livrent à une réelle course à l'armement.

Cette situation fait aujourd'hui de cette partie du globe un **important marché pour les pays exportateurs d'armes**, capables parfois de vendre du matériels et des services à deux pays antagonistes. Cette manne financière est dès lors une vraie aubaine pour certains pays, dont la France, pour qui l'exportation d'armes est un réel atout dans la balance commercial nationale. Ainsi, la France est aujourd'hui en passe de faire signer à l'Inde un contrat de 26 Rafales, ce qui s'ajouterait au 36 appareils commandés par New Delhi en 2016, pour 8 Milliards d'Euros. Aujourd'hui, l'Inde est devenu le 4ème principal client de la France, soit 492 millions d'euros de prises de commandes..

Figure 3

Carte du Pakistan

<https://www.cosmovisions.com/Pakistan-Carte.htm>

La Chine et les Etats-Unis, des fournisseurs de choix pour l'armement pakistanais



De l'autre côté de la frontière, **les Pakistanais se tournent en grande partie vers la Chine**, qui représente 74% de ses importations d'armes. Souhaitant répondre à l'importation des Rafales en Inde, l'armée de l'air pakistanaise avait commandé en décembre 2021 à la Chine 25 de ses avions de combat Chengdu J-10C.

Le Pakistan est également en relation directe avec les Etats-Unis. Profitant de la politique de coopération relative à la lutte contre le terrorisme, les Pakistanais ont passé un contrat de 450 Millions de dollars dans des services de maintenances de F-16 américains. La Defense Security Cooperation Agency [DSCA], chargée des exportations d'équipements militaires américains, y a rendu un avis favorable. En Septembre 2022, le secrétaire d'État américain Antony Blinken s'est félicité de cette vente d'armement, constatant un moyen d'assurer au Pakistan son "interopérabilité avec les forces américaines dans le cadre de la lutte contre le terrorisme".

Des armes pour lutter contre le terrorisme... tournées vers l'Inde

En dépit de cette déclaration et de l'assurance que ce contrat a pour **exclusif but de contrer la menace terroriste**, de **virulentes critiques ont émané de l'Inde**. Peu de temps après l'annonce de l'accord, le Ministre de la Défense indien Subrahmanyam Jaishankar a fait part son scepticisme, pour ne pas dire de sa méfiance, en déclarant que "Dire que vous faites cela pour combattre le terrorisme, quand vous parlez d'un appareil comme le F-16, tout le monde sait où ils sont déployés".

New Delhi ne cache pas la perception qu'elle se fait de cette vente de service, considérant que ces avions de chasses ultra-performants sont positionnés de sorte à cibler l'Inde.



Figure 4
Le Pakistan, premier allié militaire de la Chine

<https://www.lefigaro.fr/international/2019/03/14/01003-20190314ARTFIG00145-le-pakistan-premier-allie-militaire-de-la-chine.php>

Figure 5
Les drapeaux de l'Inde et du Pakistan simultanément descendus à la frontière Wagah

<https://www.flickr.com/photos/kaiban/6234091130>